

*Les subsides*

L'aide fédérale à la recherche et à l'innovation industrielle prend des formes diverses. Nous connaissons tous le Programme d'aide à la recherche industrielle administré par le Conseil national de recherches, ainsi que le programme d'expansion des entreprises et le programme de productivité de l'industrie du matériel de défense. Ce sont tous des programmes du gouvernement fédéral qui visent à offrir des services d'information technologique et à créer de nouveaux centres de technologie de pointe. Nous avons mis sur pied deux centres universitaires d'innovation et nous sommes en bonne voie de doter dix universités des moyens de se livrer à de la recherche dans le secteur électronique, d'un bout à l'autre du pays, dans chacune des provinces. En outre, nous nous sommes servis de la politique fédérale d'achats et d'octroi de contrats pour contribuer à l'essor de la R et D au Canada. Vingt-deux pour cent du budget prévu par le gouvernement fédéral en 1982-1983 au chapitre de la R et D iront directement à l'industrie. Tous ces efforts et réalisations que nous avons accomplis jusqu'à maintenant, en dépit de la conjoncture économique difficile, viennent s'ajouter aux stimulants fiscaux accordés pour l'innovation et le lancement de nouvelles activités de recherche et de développement.

Comme de nombreux députés le savent probablement, l'amortissement à 100 p. 100 existe déjà. Nous avons en outre un amortissement supplémentaire de 50 p. 100 pour les nouveaux investissements dans le domaine de la recherche et du développement, de même qu'un généreux crédit d'impôt. Tous ces avantages visent à donner au secteur privé plus de moyens pour investir dans la nouvelle technologie et les nouveaux projets de recherche. Lorsqu'on tient compte de tous les encouragements fiscaux qui sont offerts, on s'aperçoit qu'ils financent jusqu'à 80c. de chaque dollar affecté à de nouveaux investissements consacrés à la recherche et au développement. C'est un programme passablement généreux. Nous entreprenons par ailleurs des pourparlers avec le secteur privé pour voir s'il y a moyen de raffiner ces initiatives, de les préciser, de faire débiter davantage de fonds du secteur privé dans le secteur de la recherche et du développement. Nous avons vu certaines innovations de la part du secteur privé, telles que le certificat d'investissement dans la recherche scientifique grâce auquel les sociétés d'investissement ont réussi à obtenir des fonds de personnes qui n'auraient peut-être pas voulu d'un autre instrument. Ces innovations sont allées de pair avec les programmes que nous avons établis pour encourager une activité de recherche et de développement beaucoup plus intense.

J'ai signalé que nous avions opté pour la collaboration entre l'industrie et le gouvernement. J'ai exposé brièvement quelques-uns des programmes gouvernementaux. Quant à l'industrie, elle a fait l'apport le plus considérable dans le passé et, évidemment, elle participera le plus à notre nouveau programme, car elle paiera au moins la moitié des nouvelles dépenses pour la recherche et le développement. En 1979, par exemple, la participation de l'industrie à la recherche et au développement a atteint 26 p. 100. En 1980, elle était de 18 p. 100; en 1981, de 26 p. 100, et l'on prévoit qu'elle atteindra encore 26 p. 100 pour 1982. Ce sont là les taux de croissance les plus élevés jamais vus au Canada dans le domaine de la recherche et du développement.

L'un des problèmes qui n'ont pas été étudiés à fond, je crois, et je ne veux pas insister outre mesure sur ce point, c'est tout le

rôle des entreprises étrangères installées au Canada qui contribuent aux activités de recherche et de développement qui se déroulent au Canada. Une étude menée en 1980 dans l'industrie des produits électriques a montré que les entreprises étrangères installées au Canada bénéficiaient de 65 p. 100 du marché canadien, alors qu'elles ne contribuaient que pour 40 p. 100 de la R et D. Je ne veux pas critiquer pour cette raison-là les entreprises étrangères, mais tous les Canadiens, toutes les entreprises actives au Canada, peu importe qu'elles appartiennent à des Canadiens ou à des étrangers, ont le devoir de contribuer à bâtir la puissance industrielle future de notre pays, à créer des emplois, à renforcer les compétences techniques du Canada en effectuant chez nous des travaux de recherche dans une juste proportion. Nous y gagnerons également des redevances à faire des travaux de recherche au Canada pour finir par exporter notre savoir-faire. La recherche suscitera davantage de recherche. C'est un processus synergique. Plus on effectuera de recherches, plus on créera de produits, et plus il deviendra facile de créer au Canada le genre de produits nouveaux dont nous avons besoin. Je le répète, la recherche constituera le fer de lance de notre nouveau développement technologique.

Nous avons vu des exemples extraordinaires de ce qui peut résulter de ce genre de coopération entre le secteur public et le secteur privé en matière de recherche et de développement. Northern Telecom fournit un parfait exemple du succès de l'industrie canadienne. Il illustre bien le rôle de notre technologie de pointe. Je me réjouis que la société Northern Telecom ait annoncé tout récemment qu'elle allait consacrer au cours des cinq prochaines années 1.2 milliard de dollars de plus à un programme de recherche et de développement en technologie de pointe relative aux systèmes de communications numériques. Cette nouvelle technologie devrait susciter au moins 13 milliards de revenus et créer des centaines et peut-être des milliers de nouveaux emplois au Canada. Ce n'est là qu'un exemple de la façon dont notre secteur privé a réagi lorsque nous l'avons exhorté à intensifier ses efforts dans le domaine de la recherche et du développement, de la façon dont il court des risques et collabore avec le gouvernement, car il a bel et bien demandé et obtenu de l'aide pour mener ses programmes à bonne fin.

Les résultats que nous avons obtenus sont encourageants, et le gouvernement est bien décidé à utiliser cette base solide pour aider à mettre au point les techniques dont nous, Canadiens, avons besoin pour nous adapter aux réalités d'un monde en pleine évolution, dans des secteurs où, comme celui notamment des ordinateurs, où tout se passe comme si une nouvelle génération surgissait pratiquement chaque année.

*[Français]*

Mais le Canada fait face à une pénurie de main-d'œuvre scientifique hautement qualifiée dans certains domaines. Nous avons maintenant besoin de spécialistes pratiques qui peuvent orienter et diriger les technologies nouvelles qui surgissent dans le domaine des communications, de l'information et de la biotechnologie, tout en relançant nos industries traditionnelles fondées sur les ressources naturelles.

De nos jours, les jeunes sont conscients de ces tendances et ils s'orientent de plus en plus vers les cours de sciences appliquées et de commerce de nos universités. Ces dernières commencent à modéliser leurs programmes de formation sur les